

Après les masques, les bâillons pour les Gaulois réfractaires ?

écrit par François des Groux | 15 mai 2020



Heureusement qu'il reste des journalistes en adéquation avec une partie des Français ou, du moins, avec les résistants au macronisme.

Sur la calamiteuse gestion gouvernementale de la crise sanitaire, sur l'ostracisme médiatique envers le Pr Raoult, sur les mensonges de Macron et sur la propension des « progressistes » à pondre des lois liberticides et orwelliennes, Yvan Rioufol a tout dit.

Malheureusement, sur le plateau de [« L'heure des pro »](#) (13 mai 2020), il semblait bien seul pour défendre la liberté d'expression et l'anonymat sur les réseaux sociaux.

Adieu les lanceurs d'alerte, adieu la dénonciation des

crimes liés à l'islam, adieu la critique de l'immigration ou des minorités agissantes car la loi Avia n'a qu'un seul objectif : bâillonner les Gaulois réfractaires gilet-jaunis.

Et attendez-vous demain à ce qu'un pantin ou un pion de la Macronie, si possible issu de la diversité haineuse, nous ponde une loi sur la levée de l'anonymat et la transmission de nos données personnelles aux [GAFAM](#).

Ce qui nous pend au nez ? Un mélange de *1984*, du *Meilleur des Mondes*, de *Fahrenheit 451* et, pourquoi pas, de *Soleil Vert*.

Bloc-notes : Macron, défié par la France qui gronde

L'exaspération collective, qui existait hier, demeure en dépit de son étouffement. Elle risque de s'accroître à cause de l'incapacité dont l'État fait preuve pour reconnaître ses erreurs.

Que retenir de l'épreuve ? En premier lieu : le sang-froid de ceux qui, sans attendre des ordres incertains, sont montés au front pour tenter de briser les reins de l'épidémie. Médecins, aides-soignants, maires, bénévoles, gens de peu: tous ont aidé à sauver l'État, frivole et indécis, de la déroute.

Car une deuxième évidence s'impose : jamais le gouvernement n'a su être à la hauteur de la situation, hormis pour multiplier des interdictions et ouvrir les vannes des aides et des subventions, ces calmants contre la colère.

La défiance des sondés, qui sont 65 % à critiquer la politique suivie, confirme ce constat de carence. Une fois de plus, le monde d'en haut a cru en son infailibilité.

Le mépris avec lequel il traite le désormais fameux professeur Raoult, coupable de tenir tête à la caste et ses médias, est une illustration supplémentaire de la rupture entre le peuple et des élites emmurées. En cela, le Covid-19 prolonge la crise démocratique ouverte par les «gilets jaunes».

L'adhésion des Français à l'ordre sanitaire imposé n'est pas un blanc-seing pour Emmanuel Macron. L'exaspération collective, qui existait hier, demeure en dépit de son étouffement. Elle risque de s'accroître à cause de l'incapacité dont l'État fait preuve pour reconnaître ses erreurs, ses faiblesses, ses impréparations. La «start-up nation», ce carrosse promis par le président, s'est révélée être une encombrante citrouille. Le chef de l'État aurait pu se grandir en assumant le courage de la vérité. Tout au contraire, il a choisi de s'enfermer dans le mensonge idéologique qui lui a fait dire, dès le 12 mars, qu'il fallait «éviter le repli nationaliste» et que le virus n'avait «pas de frontières».

Les pays qui s'en sortent le mieux sont ceux qui ont immédiatement bouclé leurs entrées. L'historien israélien [Yuval Noah Harari](#), qui avait été consulté par Macron, le reconnaît (*Les Échos*, 7-8-9 mai): «Le nationalisme consiste à prendre soin des citoyens».

Les États nations, parce qu'ils ont su maîtriser leurs décisions et leur destin, ont été plus efficaces face au Covid-19 que les «sociétés ouvertes», ce modèle dépassé que la France macronienne a cru bon de défendre, dans le périmètre de l'Union européenne. Il est bien venu, chez les commentateurs «progressistes», de gloser sur l'échec des «populistes». Mais l'Italie, qui paie le plus lourd tribut, n'est plus dirigée par eux. Les États-Unis de Trump font, à ce jour, mieux que la France de Macron en comparaison du nombre d'habitants.

La Pologne ou la Hongrie affichent, pour leur part, des résultats remarquables après s'être claquemurées. Et si, y compris ici même, des critiques ont pu être portées contre la décision du Parlement hongrois d'offrir, sans limite de temps, les pleins pouvoirs à Viktor Orban, la Commission européenne a reconnu, par la voix de sa vice-présidente, que le premier ministre n'avait pas, jusqu'ici, abusé de sa situation.

Tant que le coronavirus ne sera pas éteint, il sera prématuré de tirer un bilan de la crise sanitaire. Le pire serait d'être contraint, sur la durée, à s'affubler de ces masques qui rendent anonymes. Notre culture humaniste, agressée par le port du voile islamique, ne survivrait pas à cet enfermement répété et tragique, né d'une peur attisée par le pouvoir.

«Quand j'observe tous ces gens masqués dans les rues, je me dis que la prochaine étape sera la muselière. On dressera les humains comme on dresse les chiens (...)», s'inquiète l'essayiste et psychanalyste Roland Jaccard.

Il est d'ailleurs possible, et même souhaitable, que nombre de Français refusent d'aller plus loin dans l'hygiénisme et son rejet infantile de la mort. C'est une décivilisation qui a permis de reléguer des vieux dans leur solitude, jusqu'à les laisser mourir sans avoir le droit de tenir la main d'un proche. Cette honte, ajoutée à la relégation des rites religieux, témoigne d'une régression.

Le retour du faux

Le «monde d'après», s'il advient, ne pourra se faire avec les acteurs d'avant: ils ont rendu le pays vulnérable, en le privant de ses défenses naturelles que sont, notamment, ses murs symboliques. Or ce sont ces songe-creux qui se précipitent ces jours-ci pour bavasser et se donner à voir. Comme toujours, ils troublent l'eau pour la faire croire

profonde. *Le Monde* du 7 mai a offert, de ce point de vue, un bouquet de platitudes en s'ouvrant à la fois aux vides du show-biz et de Nicolas Hulot. Toute la fine fleur du monde artistique, [répondant à l'appel de Juliette Binoche, a signé une pétition](#) («NON à un retour à la normale») décrivant la pandémie comme «*une catastrophe écologique*», sans apporter la démonstration de cette affirmation tirée par les cheveux. Pour sa part, Hulot a fait connaître ses «100 principes pour un nouveau monde» en alignant un chapelet de bondieuseries laïques parmi lesquelles: «*Le temps est venu d'applaudir la vie*» ; «*Le temps est venu de créer un lobby des consciences*»...

C'est également ce même 7 mai que Macron est apparu, devant le monde culturel, en metteur en scène exalté, manches de chemise retroussées, cravate de travers, cheveux en bataille et regard scrutant son inspiration intime. Le président, poings serrés sur un corps agité, a invité ce jour-là à se «*réinventer*», à «*enfourcher le tigre*» et à se préparer à un «*été apprenant et culturel*». Mais n'est-ce pas ce monde faux, empli de comédiens et de brasseurs de mots, qui a fait son temps?

[...] La récession économique qui s'annonce un peu partout, et avec elle les désastres humains, était-elle le prix à payer pour tenter de freiner cette épidémie, comparable à d'autres dans sa mortalité ?

Constatons qu'il aura été impossible de poser la question en ces termes, sauf à être accablé par tous les moralisateurs à courte vue.

Masques et bâillons

À peine les Français retrouvent-ils depuis lundi un peu de leur liberté confisquée que les députés de la majorité ont voté, mercredi, la loi Avia et ses censures.

La loi pourra faire ôter des réseaux sociaux des propos jugés «haineux» par des minorités victimaires (*voir mon blog*).

Une fois de plus, c'est la liberté d'expression qui est remise en question par le pouvoir. Après les masques, et avant les muselières, faudra-t-il accepter les bâillons?

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/ivan-rioufol-macron-defie-par-la-france-qui-gronde-20200514>

Loi Avia : après les masques, les bâillons...

Après le masque, le bâillon ?

La macronie poursuit sa pente despotique, sans rien voir des atteintes qu'elle porte à la démocratie.

Ce mercredi, les députés examinent en lecture définitive la proposition de loi de la députée (LRM) **Laetitia Avia**. Le décret d'application du texte, qui entend sanctionner la « cyber-haine », devrait être publié dans la foulée, aux dires des observateurs de la vie parlementaire.

Cette future loi, inspirée notamment par la **Licra, SOS Racisme ou SOS Homophobie**, obligera les plateformes internet (*Twitter, Facebook, YouTube, etc.*) à retirer dans les 24 heures des informations contestées par des tiers, au risque d'être sanctionnées par la justice.

Mais la haine, qui est un sentiment, ne se plie à aucune définition juridique. Ce qui peut être considéré comme un « propos haineux » dans un cas peut ne pas l'être dans un autre. L'arbitraire sera le juge suprême. Il suffit d'observer le profil de ceux qui ont poussé à cette initiative liberticide pour comprendre que ce texte sera le bras armé des minorités quérulentes, qu'elles soient

sexuelles, religieuses, ethniques ou autres.

Laetitia Avia a elle-même concédé que cet arsenal supplémentaire servira notamment à sanctionner des propos « islamophobes », en reprenant le vocabulaire des promoteurs de l'islam politique.

Hasard de calendrier : Facebook vient de nommer à son conseil de surveillance l'écrivain yéménite **Tawakkol Karman**, femme membre du parti islamique Al-Islah, proche des Frères musulman.

La loi Avia sera une aubaine pour les fanatiques qui rêvent d'instituer, sur la Toile pour commencer, un délit de blasphème concernant l'islam intouchable.

L'hygiénisme est devenu la pierre angulaire de la macrocature. Non contente de traquer les corps infectés par le virus du Covid-19, elle s'en prend aux esprits contaminés par le politiquement incorrect. Après le lavage de mains obligatoire, le lavage de cerveaux ?

Le monde d'**Orwell** est de plus en plus présent dans ce régime isolé et attiré par le soft-totalitarisme.

Alors que les Français sortent à peine de leur enfermement imposé, l'arrivée de cette loi intrusive ajoute à l'étouffement policier.

Les « progressistes » qui s'alarment de la dérive de la Hongrie de **Viktor Orbán** feraient mieux de s'inquiéter des coups de boutoir portés par La République en marche contre les libertés.

Il y a peu, on avait pu penser que le pouvoir avait mesuré ses bévues avec le retrait de la plateforme gouvernementale, *Désinfox Coronavirus*, qui se proposait de dire une vérité officielle (voir mon [blog](#)). Fort heureusement la presse, pour une fois, s'était émue de cette

pratique.

Reste que les journalistes n'ont jamais été vaillants pour contester les précédentes atteintes à la liberté d'opinion, édictées depuis les années 1970 au prétexte vertueux de lutter contre le racisme, les discriminations et autres mauvaises pensées.

C'est cette moraline que brasse à nouveau Laetitia Avia, dont *Médiapart* révèle des propos qui pourraient eux-mêmes être assimilés à de l'homophobie ou du racisme.

Au lieu de se plier à la censure de la Licra, de SOS Racisme ou SOS Homophobie, la République ferait mieux de lancer, en urgence, un nouveau mouvement : **SOS Démocratie.**

<https://blog.lefigaro.fr/rioufol/2020/05/loi-avia-apres-les-masques-les.html>



[Takwakkol Karman](#) et Laetitia Avia, même but, même combat : museler les islamophobes